

**Région de Koulikoro
Cercle de Kati**

**République du Mali
Un peuple – Un But – Une Foi**

**RAPPORT DE L'ATELIER DE FORMATION EN ELABORATION ET
SUIVI EVALUATION DES PROGRAMMES DE SECURITE DES
COMMUNES DU CERCLE DE Kati Groupe 2
DU 19 AU 21 Juin 2007**

Juin 2007

Rapport de synthèse

Du 19 au 21 juin 2007 s'est déroulé dans la salle de délibération du conseil de cercle de Kati l'atelier de formation en élaboration et suivi du programme de sécurité alimentaire par approche participative des communes du cercle de Kati (groupe 2)

Placé sous la présidence de Monsieur Mohamed Ag Aboubacrine, sous préfet de ouellessébougou, l'atelier a eu la participation des maires, des secrétaires généraux, des régisseurs, des représentants de la société civile (ONG, Associations, population), de la presse parlée, du centre de conseil communal de kati.



L'animation des trois jours a été assurée par quatre facilitateurs en occurrence Messieurs Abdramane Traoré (représentant PROMISAM)

Alhassane Touré (DRPSIAP) Harouna koné (facilitateur) et Madame Diallo Aissata Traoré (représentante du CSA).

Les présentations des facilitateurs ont porté respectivement sur le commissariat à la sécurité alimentaire, le projet d'appui à la mise en œuvre de la stratégie nationale de sécurité alimentaire, les concepts de sécurités alimentaires, la situation de la sécurité alimentaire au mali et dans le monde, la stratégie nationale de sécurité alimentaire et le plan de réponse aux difficultés alimentaires, l'utilisation des concepts de sécurité alimentaire pour la programmation des activités de sécurité alimentaire et enfin une étude de cas sur l'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire. La commune de Tiakadougou Dialakoro a été choisie pour l'application de la démarche d'élaboration du plan de sécurité alimentaire mais c'est la commune de safo qui a été retenue pour l'étude de cas proprement parler.

Il est à souligner que l'atelier a été au-delà de l'aspect formation, un véritable forum de donner et de recevoir entre participants et facilitateurs.

C'est sur ce sentiment partagé que le présent atelier a pris fin.

Le président

Mr mohamed Ag aboubacrine
sous –préfet de ouellessébougou

Les rapporteurs

Mne Ba Oumou Maiga
Secrétaire générale de Moribabougou

Mr Sinaly Oulalé conseiller CCC-Kati

RAPPORT DE LA JOURNÉE DU 19 JUIN 2007

Le dix-neuf juin deux mille sept s'est tenu dans la salle de délibération du conseil de cercle de Kati la première journée de l'atelier de formation en élaboration et suivi du programme de sécurité alimentaire par approche participative des communes du cercle de Kati (groupe 2).

Placé sous la présidence du sous-préfet de Ouélessébougou représentant le préfet de Kati empêché, accompagné au présidium par le maire de la même commune, doyen des maires présents.

L'atelier a enregistré la participation des maires, des secrétaires généraux, des représentants de la société civile, d'un conseiller du Centre de Conseil Communal de Kati (voir liste de présence).

Ainsi, après avoir situé l'atelier dans son contexte et les mots de bienvenue respectivement par Monsieur Alhassane Touré, Directeur Régional du Plan, de la Statistique, de l'Informatique, de l'Aménagement et de la Population (DRPSIAP) et Madame Diallo Aissata Traoré, Représentante du Commissariat à la sécurité alimentaire, le président demanda aux facilitateurs de bien vouloir présenter le programme de l'atelier.

Un bureau a été mis en place suivie de la désignation de deux rapporteurs en l'occurrence Monsieur Sinaly OULALE, conseiller CCC et Madame BA Oumou MAIGA, secrétaire générale de la commune de Moribabougou.

Ensuite, les facilitateurs tout en utilisant l'approche participative (le brainstorming, les questions /réponses, les échanges/ discussions etc....) ont passé tour à tour pour présenter l'historique et la genèse de l'institution Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA), ses missions, les services rattachés, les concepts du CSA, le PROMISAM, la situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le monde et enfin la note de synthèse sur la stratégie nationale de sécurité alimentaire.

De l'historique et la genèse de l'institution Commissariat à la Sécurité Alimentaire (CSA) :

Le commissariat à la sécurité alimentaire a été créé par le décret 150 PRM du 18 mai 2004. Le décret 385 PRM du 18 septembre 2004 portant organisation et fonctionnement du CSA indique que le CSA est composé de trois départements et deux services qui sont :

Au titre des départements le DPPGCA, le DPS, le DPE et comme services rattachés le service administratif et financier, le service de communication et information

Des missions :

Entre autres missions

- l'élaboration et la mise en œuvre des politiques et des stratégies en matière de sécurité alimentaire
- Planifier la coordination et le contrôle des opérations de distributions des vivres dans les Zones sinistrées
- Veiller à l'information des consommateurs sur les prix et sur la qualité sanitaire et nutritionnelle des denrées alimentaires

Des services rattachés :

Il es rattaché au CSA le PROMISAM, l'observatoire du marché agricole, le SAP, le PRMC, le SAP, l'OPAM, le FIDA (PIDRK) pour ne citer que ceux-ci.

Du projet d'appui à la mise en œuvre de la SNSA : Ce projet financé par les Etats-Unis d'Amérique a pour entres autres missions le renforcement de capacité des collectivités sur la sécurité alimentaire.

Après cette présentation du PROMISAM le facilitateur, Monsieur Abdramane TRAORE, a continué sur la définition des concepts.

Des concepts du CSA:

Selon Monsieur Abdramane TRAORE dira que c'est à partir des années 1970 que les grandes crises alimentaires ont commencé. Pour cette occasion les Etats se sont réunis à Rome pour trouver une solution à ce fléau. Ce document élaboré incitait les Etats a développé les activités de production pour faire face aux crises mais à l'évaluation dans les années 80 il y avait toujours des insuffisances.

A la suite de ce bref historique sur la crise alimentaire, le conférencier a demandé aux participants de définir la sécurité alimentaire. A ce effet, plusieurs définitions ont été données on peut citer entre autres les définitions suivantes :

Que la nourriture soit en quantité et en qualité nécessaire à l'organisme.
Cependant les définitions du PAM et de la Banque Mondiale ont été retenues à savoir :
La sécurité alimentaire correspond à la capacité pour toute personne de posséder à tout moment un accès physique et économique aux besoins alimentaires de base (PAM).
L'accès pour toute personne et à tout moment à une alimentation saine et suffisante pour mener une vie active en pleine santé (Banque Mondiale)

Pour que cela soit possible ces quatre piliers sont indispensables à savoir :

- La stabilité dans l'approvisionnement
- L'utilisation des aliments
- L'accès aux aliments
- La disponibilité des aliments

C'est après explication de ces piliers que la pause est intervenue.

A la reprise la discussion a été ouverte. Ainsi des questions sur les rapports du CADB et le CSA et la représentation du CSA au niveau régional et local ont été posés. Des réponses ont été donne par la représentante du csa.

Une deuxième liste a été ouverte. Ces questions concernaient le désenclavement des zones inaccessibles et le coût élevé du riz par rapport au mil.

En réponse à ces questions la représentante du CSA dira que le CSA est une structure transversale. A cet effet travaille avec beaucoup de ministères dont celui du transport. Pour ce qui concerne la deuxième question, le conférencier dira que le prix élevé du riz malien est du à sa qualité qui est supérieure aux autres qualités de riz importés. Cette première discussion s'est terminée par un commentaire sur les aliments périmés.

De la situation de la sécurité alimentaire au Mali et dans le monde

Au regard des statistiques avancées par les facilitateurs, la situation est plus que alarmante surtout en Afrique Sub saharienne. La couche sociale la plus touchée reste les enfants de zéro à cinq ans.

Néanmoins un certain nombre de projections sont évoquées pour dire que si rien n'est fait la situation s'amplifiera davantage.

A titre d'exemples : l'augmentation de 45 % du nombre d'enfants sous alimentés en Afrique Sub Saharienne, 66% de la population Sub saharienne auront faim en 2007.

De la note de synthèse sur la stratégie nationale de sécurité alimentaire.

A ce niveau les présentations ont essentiellement porté sur les défis de la SNSA, ses enjeux, ses objectifs et ses principes directeurs.

En terme de défis nous pouvons citer d'une part nourrir une population en forte croissance et de plus en plus urbaine et asseoir la croissance des revenus ruraux sur une stratégie de croissance rapide du secteur agricole.

Pour ce qui est des enjeux, nous retenons entre autres : Intégrer la gestion de la sécurité alimentaire dans le processus de décentralisation et de réforme de l'Etat.

Le cadre institutionnel a été décrit, il est constitué du CNSA, du CSA, du CTCPSA, du CRSA, DU CLSA et du CCSA.

Aussi, les outils de la SNSA ont été présentés. Ils se composent du stock national de Sécurité, du fonds de sécurité alimentaire, du fonds commun de contre partie, du SAP et de l'observatoire du marché agricole.

Enfin, le plan national de réponse (PNR) avec ses deux volets a été présenté. Ces deux volets sont le volet conjoncturel et le volet structurel. Après chaque présentation des questions ont posé et des réponses satisfaisantes ont été données.

Le premier jour de l'atelier s'acheva à 14 h 30 et le rendez- vous a été pris pour le lendemain à 9heures.

Les rapporteurs :

Mme BA Oumou MAIGA

Mr Sinaly OULALE

Rapport de la deuxième journée

Le 20 juin 2007 se sont poursuivis les travaux de l'atelier de formation sur l'élaboration des plans de sécurité alimentaire pour le groupe II des communes du cercle de Kati.

Les travaux ont commencé par la lecture du rapport du premier jour par les rapporteurs suivie des amendements et son adoption par les participants.

Avant de commencer la présentation du programme du deuxième jour le premier intervenant en la personne de Harouna Koné a fait un rappel des quatre piliers de la sécurité alimentaire qui sont à la base de tout processus d'élaboration d'un plan de sécurité alimentaire. Il s'agit de la disponibilité, l'accès, l'utilisation et la stabilité ou durabilité.

Le point inscrit à l'ordre du jour était :

Comment utiliser les concepts de sécurité alimentaire pour la programmation des activités de sécurité alimentaire.

Tout d'abord il a défini les concepts de la planification.

Définition des concepts

- **Le développement** est un processus de transformation qualitative et quantitative voulue par une communauté pour satisfaire ses besoins

- **La planification** est un processus permanent et itératif par lequel on prévoit des moyens pour atteindre des objectifs dans le temps et dans l'espace.

- **Le plan** est le résultat du processus de la planification. C'est un ensemble cohérent d'objectifs et de stratégies sur un horizon de temps et actions pour atteindre ces objectifs.

- **Le projet** est un ensemble d'activités et de moyens nécessaires à la réalisation d'objectifs spécifiques bien déterminés et bien localisés dans le temps et dans l'espace. Il constitue l'unité d'action du système de planification

- **La stratégie** est un ensemble de mesures et de dispositifs devant permettre d'atteindre des objectifs prédéterminés

- **Le schéma** est une vision de la collectivité de 25 à 30 ns.

Après ces définitions des commentaires ont été faits par les participants sur les pratiques des communautés par rapport à la programmation et une question sur la différence entre le schéma d'aménagement et le schéma d'urbanisme a été posée. Le facilitateur dira que le schéma d'urbanisation est dans le schéma aménagement

Démarche d'élaboration d'un plan de développement :

Elle comprend huit étapes qui sont : le diagnostic, les grandes orientations du plan, la détermination des objectifs, les stratégies, les activités, les mesures d'accompagnement, les sources de financement et le plan d'action.

Le plan de sécurité alimentaire doit tenir compte de quatre points essentiels qui sont :

- La phase de concertation
- Programmation et planification
- Phase de restitution et de validation

- Plan d'action

Selon Monsieur Traoré la participation de la population est très importante dans le processus de planification car elle permet une meilleure appropriation par la population.

La commune de Tiakadougou Dialakoro a été choisie pour servir d'exemple dans l'élaboration d'un plan communal de sécurité alimentaire.

A travers un brainstorming Mr Koné a recensé au près du maire et du secrétaire général de ladite commune les éléments de la monographie (situation géographique, les atouts, les contraintes), les solutions, les activités et des indicateurs ainsi que la localisation des actions. L'exercice de planification s'est focalisé sur les quatre piliers de la sécurité alimentaire. Ainsi, un modèle de tableau de planification a été présenté et bâti autour d'un certain nombre de rubriques à savoir : l'objectif global, les objectifs spécifiques, les activités, les résultats attendus, les indicateurs, la localisation, le montant, les sources de financement et la période.

A travers cet exemple de Tiakadougou Dialakoro le facilitateur a insisté sur l'implication des acteurs au développement à tous les niveaux que ce soit et surtout une participation effective de la population. Cela permet de faire non seulement une meilleure planification donc réaliste mais aussi de faciliter l'exécution du plan.

La journée a été riche en enseignement car beaucoup de questions ont été posé dont les plus essentielles ont portées sur la clarification des concepts comme le plan, le programme, le prix d'achat des céréales pour l'approvisionnement des banques de céréales, l'harmonisation des programmes de sécurité alimentaire et les programmes de développement économique, social et culturel. A cela s'ajoute des nombreuses contributions des participants tout au long de la journée.

Enfin de journée la commune de Safo a été retenue pour préparer et de présenter pour la journée du 21 juin 2007 une ébauche de plan communal de sécurité alimentaire qui servira de base de discussion et d'échange pour la plénière.

Les travaux de la journée ont pris fin à 15 Heures.

Les rapporteurs :

Mme Ba Oumou Maïga

Mr Sinaly OULALE

Rapport de la troisième journée

Les travaux de la journée ont commencé par la lecture du Rapport de la journée précédente, présenté par les Rapporteurs de l'Atelier.

Suite aux observations et amendements portés, le rapport fut adopté sous réserve des corrections

Cette journée a été consacrée à l'élaboration du Plan de SA de la commune Rurale de Safo.

Commune de : SAFO

N (Yelekebougou), N.E (Koula et Tienfala) O (Kati) S.O (Dialakorodji)

E (Moribabougou) S.E (Sangarebougou)

Relief Plat et quasi monotone

Commune à 13 Km de kati et 15 de Bko ;

Superficie :

Présence de plaines fertiles, favorable à l'agriculture

Cours d'eau temporaires, rivière traversant la commune

Existence de quelques ravins, de marres pour la riziculture dans trois villages (Doneguebougou, Dabani, Dondoumana)

Végétation : Savane arborée type soudanien

Population (Race 2001) : 8742 hbts

53% de femmes 47% d'hommes

Population jeune ; mouvement migratoire très faible ;

Bambara et Peuls sont majoritaires

14 villages constituent la commune

Activités pples : Agriculture, maraîchage

Elevage peu développé

Existence de routes saisonnières

La commune est très enclavée

Infrast : 11 écoles primaire dans 11 villages, 2 second cycle (safo et Torodo)

1 CSCOM équipé avec 1 pharmacie

2 cases de santé moderne (Torodo et Dongnoumana)

Hydraulique Villageoise : 13 forages dans 11 villages, 7 PAGD, 233 Puits traditionnels

Existence de 2 cabines Téléphonique, pas de réseaux GSM ;

Existence d'une Banque de céréales

5 Marchés hebdo,

Artisanat : QQ artisans existent dans l'informel

STecg : Ecoles, Santé, SLCN,

ONG : CAB Demesso, APROFEM, COFESFA, SOLISA, TONIS.

Spéculations : Mil, Mais, Banane, Plantations d'arbres fruitiers, Produits maraîchers,

Pluviométrie peu abondante, liée au changement climatique,

Existence de produits de cueillette, de produits maraîchers,

Existence de 20000 ha de terres cultivables.

Production agricole diversifiée (Maraîchage, arboriculture, banane, papaye, légumes.



Piliers	Atouts/ Potentialités	Contraintes/ problèmes	Solutions proposées	Activités	Localisation	Indicateurs
1-Disponibilité	<ul style="list-style-type: none"> -Existence de 20000 ha de terres cultivables - Production agricole diversifiée -Forte implication des femmes -Existence de bras valides 	<ul style="list-style-type: none"> -Pauvreté des sols -Sous équipements des producteurs -Non maîtrise des techniques de production céréalières, Maraîchères et d'arboriculture, -Mauvaise gestion des déchets solides venant de Bko ; -Insécurité foncière due à la spéculation foncière Assèchement des 	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer la fertilité des sols -Augmenter les superficies aménagées -Equiper X% des paysans des la catégorie C -Améliorer les connaissances techniques des producteurs céréaliier, ma -Améliorer la gestion des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> Production de fumure organique, - Aménagement des plaines -Achat d'équipement Formation des producteurs céréaliiers 	Tous les villages	_Quantité de fumures organique produites

		points d'eau				
2-accès	-Existence des artisans, -Existence de caisse d'épargne, -	-Production agricole limitée -Faible pouvoir d'achat des pop. -Enclavement de la commune ; -Inexistence de commerçants grossistes -Difficulté d'écoulement des produits maraîchers ; -Manque d'organisation des producteurs				
3-Utilisation	-Existence d'une ferme de Spiruline ; -Existence de femmes formées en techniques culinaires	-Faible connaissance de la valeur nutritive des produits locaux -Alimentation peu variée ;	-Améliorer les connaissances des femmes sur les valeurs nutritives des produits locaux	_Formation des femmes sur les valeurs nutritives de s produits locaux	Tous les villages	Nombre de femmes formées sur la connaissance de valeurs
4-Stabilité	-Existence de Banque de céréale	-Insécurité alimentaire dans la commune, -Période de soudure 3 à 4 mois,				

Objectif global : assurer la sécurité alimentaire de la pop de la commune

Objectif Global par pilier	Objectifs Spécifiques	Activités	Résultats attendus	Indicateurs	Localisation	Montant (en milliers)	Sources				Périodes				
							Commune	Conseil de Cercle	Etat	Partenaire	1	2	3	4	5
1 Augmenter la production Agricole	<ul style="list-style-type: none"> -Améliorer la fertilité des sols -Augmenter les superficies aménagées -Equiper X% des paysans des la catégorie C -Améliorer les connaissances techniques des producteurs céréalier, ma -Améliorer la gestion des déchets solides 	<ul style="list-style-type: none"> Production de fumure organique, - Aménagement des plaines -Achat d'équipement Formation des producteurs céréaliers 	5000 Tonnes de fumures organiques produites	_Quantité de fumures organique produites	Tous les villages	50000	50000	-	-	-	x	x	x	x	x

Atelier de formation Kati G2, 19 – 21 juin 2007
Liste des participants ayant pris les pauses

N°	Noms et Prénoms	Fonctions	Communes
1	Brahima Danioko	SG	Mandé
2	Modibo Diawara	Jeune rural	
3	Mme Penda Diallo	Femme rurale	
4	Boubacar Samaké	SG	Ouéléssébougou
5	Mohamed Ag Aboubacrine	Sous Préfet	
6	Sidi Samaké	Jeune rurale (BC)	
7	Jean bakary Samaké	Banque de Céréales (BC)	
8	Guédiouma Samaké	Maire	
9	Yacouba Coulibaly	Maire	Yélékébougou
10	Mme Konaté Fatoumata Diarra	SG	
11	Mme Traoré Fatoumata Diarra	Femme rurale	
12	Bakary Traoré	Jeune rural	
13	Médian Koné	SG	Tiakadougou Dialakoro
14	Demba Samké	Jeune rural	
15	Lamine Doumbia	Maire	
16	Bakary Doumbia	Jeune rural	
17	Mamadou Traoré	1 ^{er} Adjoint au Maire	Safo
18	Mme Salimata Traoré	SG	
19	Mamadou Sidiki Coulibaly	SG	N'Tjiba
20	Mme Solange Traoré	Femme rurale	
21	Sekou Diallo	Jeune rural	
22	Nouhoum Traoré	Maire	
23	Kalilou Kah	Sous Préfet	Sanakoroba
24	Mme Fatoumata Diarra	Femme rurale	
25	Fankélé Samaké	Maire	
26	Diamayiri Samaké	1 ^{er} Adjoint au Maire	Sankoro Djitoumou
27	Yacouba Doumbia	Radio Benkadi	
28	Sanaga Bayogo	Sous Préfet	Siby
29	Fodé Keita	Maire	Sangarébourgou
30	Mahamadou Keita	Jeune rural	
31	Abdoul Karim Camara	SG	Niouma Makana
32	Kabassan Keita	Maire	
33	Adama Keita	Jeune rural	
34	Lassina Traoré	Maire	Niagadina
35	Mamadou Sidibé	SG	
36	Lamine Traoré	3 ^{ème} Adjoint au Maire	
37	Mme Sayon Bagayogo	Femme rurale	
38	Sékou Silama Ouédraogo	Radio Baguinéda	Baguinéda
39	Olivier Camara	SG	
40	Lassana Diallo	SG	Kalabancoro
41	Mme Hatoumata Doucouré	Femme rurale	
42	Lamine Sangaré	1 ^{er} Adjoint au Maire	
43	Ousmane Pelo	SG	Mountoula
44	Mamadou Sidibé	SG	Kourouba

45	Djigui Traoré	Jeune rural	Sobra
46	Adama Diarra	SG	
47	Diogo D Keita	Jeune rural	
48	Komakan Keita	Cultivateur	
49	Daouda Konaré	SG	N'Gouraba
50	Ibrahim F Sinayoko	Maire	
51	Mme Bah Oumou Maiga	SG	Moribabougou
52	Mme Maiga Yoroba Sitan Diarra	Femme rurale	
53	Hamadoun Yattara	SG	
54	Mme Salimata Sako	Femme rurale	Dialacoroba
55	Dramane Samaké	Jeune rural	
56	Yaya Ouattara	Maire	N'Gabacoro Droit
57	Mamadou Diarra	SG	
58	Makan Samaké	SG	Sanakoro Djitoumou
59	Babou Traoré	SG	Daban
60	M'Pè Traoré	Maire	
61	Konimba Koné	SG	Bancoumana
62	Issa Traoré	Maire	
63	Amadou Camara	Jeune rural	
64	Mme TherèseTogola	Femme rurale	Kambila
65	Bocar M'Barakou	SG CC	Kati
66	Ousmane Kamaté	CLA	
67	Sinaly Oulalé	Agent CCC	
68	Dessé Diarra	Radio Pinana	
69	Drissa Diallo	Agent cercle	
70	Oumar Samaké	Mairie	

70 formés (12 femmes, 58 hommes)